

Les médias et l'agenda de l'électronucléaire en France. 1970-2000

Thèse de science politique soutenue le 5 janvier 2010 à l'Université Paris 9 – Dauphine par Philippe Blanchard (Université de Lausanne, philippe.blanchard@unil.ch)

Résumé

Deux traditions d'étude de l'agenda, l'une modélisatrice et l'autre sociologique, sont utilisées conjointement pour analyser sur le long terme la construction de la controverse sur l'énergie nucléaire civile et l'évolution de la politique publique en la matière. A la stabilité de la politique menée par une communauté de politique publique soudée répond un soutien public tendanciellement favorable à la filière nucléaire, mais marqué par des renversements contestataires ponctuels. Les vacillements du soutien de certains publics pointent le rôle crucial de la couverture du dossier par les médias de masse, dont les pics de visibilité, les cadrages conflictuels ou l'accent mis sur les échecs du nucléaire ont cristallisé à certains moments les conditions d'une remise en cause de cette politique. Deux cycles de médiatisation se succèdent, liés chacun à un état de la représentation publique du secteur nucléaire, emboîté dans un référentiel lui-même en voie de transformation. Aucun cycle ne parvient pourtant à renverser durablement le soutien du public, ni à infléchir les élites au pouvoir. Deux stratégies d'agenda simples en apparence s'opposent : les contestataires cherchent la politisation maximale, les partisans la discrétion. Des années 1970 aux années 1990, ces stratégies évoluent, en lien avec la dés-idéologisation et la professionnalisation de la contestation écologiste, avec l'évolution des pratiques journalistiques et en fonction des opportunités de la conjoncture politique. Ces variations n'expliquent néanmoins qu'une partie du cours de la controverse. Des agendas non stratégiques interviennent, entraînés par les catastrophes, les crises, les conséquences non prévues d'actions pourtant préparées ou les convergences d'actions non coordonnées.

Mots-clés

Agenda, médias, politique publique, énergie nucléaire

Jury

Mathieu Brugidou, PACTE - Université de Grenoble
Bruno Cautrès, CEVIPOF - IEP de Paris
Jacques Gerstlé, CRPS - Université Paris 1 (directeur)
Pierre Muller, CEE - IEP de Paris
Géraldine Pflieger, IEPI - Université de Genève